

L'IMPERATIF DE LA SOUVERAINETE

Nicolas Baverez

La guerre d'Ukraine a ouvert une nouvelle ère fondée sur le primat de la géopolitique sur l'économie, des Etats sur les marchés, de la souveraineté sur l'intégration. Le XXIème siècle demeure placé sous le signe de l'histoire universelle, mais les forces d'intégration qui ont prévalu de 1991 à 2008 sont désormais dominées par une dynamique de divergence, portée par la multiplication des chocs : krach du capitalisme mondialisé, attentats islamistes, vagues migratoires, épidémie de Covid, crise énergétique et alimentaire, invasion de l'Ukraine, changement climatique. Le système mondial se reconfigure ainsi autour de blocs idéologiques et politiques qui sont engagés dans une confrontation globale. Dans un contexte d'ensauvagement de la planète, de montée des risques systémiques, de désintégration des institutions et des règles multilatérales, la souveraineté s'impose à nouveau comme un impératif.

La notion de souveraineté a été définie par Jean Bodin au XVIème siècle dans Les six livres de la République comme la puissance supérieure et absolue de l'Etat. Elle s'est depuis élargie pour désigner la capacité d'une entité politique à décider de son destin et à assurer la continuité de son activité en toutes circonstances. Elle se décline au niveau national mais aussi continental, notamment en Europe avec l'Union. Elle repose non seulement sur les Etats mais aussi sur la mobilisation des acteurs économiques et sociaux, comme l'ont montré l'épidémie de Covid ou la remarquable résistance de l'Ukraine à l'invasion russe.

L'heure est donc à la réaffirmation de la souveraineté et à la réduction des dépendances, qui, favorisées au temps de la mondialisation dérégulée, se révèlent comme autant de faiblesses. Les nations basculent dans une quasi-économie de guerre. Elle associe l'intervention massive de l'Etat - à l'image des Etats-Unis avec l'IRA qui mobilise 430 milliards de dollars ou du plan de soutien allemand qui porte sur 8 % du PIB -, le contrôle des importations (Huawei), des exportations (semiconducteurs) et des investissements étrangers, la mise en œuvre de sanctions qui s'étendent aux échanges monétaires et aux actifs. Certains modèles économiques, tel le mercantilisme allemand qui reposait sur l'énergie bon marché de la Russie, sont brutalement remis en question. Les entreprises sont aussi contraintes d'ajuster leurs stratégies en se retirant des empires autoritaires, en se relocalisant, en sécurisant leurs approvisionnements et en restockant.

De cette nouvelle donne, les Etats-Unis sont les grands gagnants du fait de leur autonomie dans les domaines de l'énergie, de l'agriculture, de la technologie et de l'armement, mais aussi du statut de valeur refuge du dollar et de leur puissance financière, qui constituent autant d'armes au service de leur souveraineté. A l'inverse, la guerre d'Ukraine, après l'épidémie de Covid, a mis en évidence le défaut de souveraineté et la vulnérabilité de la France et de l'Europe.

La France tient le discours de la souveraineté sans jamais se donner les moyens de l'exercer effectivement. D'un côté, elle donne des leçons d'autonomie stratégique à l'Union et à ses partenaires. De l'autre, elle est aujourd'hui la moins souveraine des nations d'Europe. Du fait de

sa désindustrialisation et de l'euthanasie de ses filières d'excellence - à l'image du nucléaire, de la pharmacie ou de l'agriculture -, elle dépend désormais de l'Allemagne pour l'électricité, des Pays-Bas et de l'Europe du sud pour son alimentation, de la Chine pour les biens de première nécessité, des Etats-Unis pour la technologie, avec à la clé un déficit commercial de 160 milliards d'euros. La perte de contrôle de la dette publique, qui s'apprête à dépasser 3.000 milliards d'euros alors que les taux d'intérêt dépassent 3 %, la met par ailleurs à la merci des marchés financiers et dans la main de l'Allemagne qui garantit implicitement son financement.

L'Union, fondée sur le droit et le marché, se trouve déstabilisée par l'obligation de se refonder autour de la souveraineté. Elle fait face à un triple échec économique - du fait de son allégeance à la Russie pour l'énergie, à la Chine pour les biens de première nécessité, aux Etats-Unis pour la technologie et l'armement -, politique - à la suite de la déroute du mercantilisme face aux empires autoritaires -, stratégique et moral - face au retour de la guerre de haute intensité -. Alors que l'affirmation de sa souveraineté passe par le renforcement de son intégration, elle se trouve écartelée par les divergences entre les Etats-membres, notamment entre la France et l'Allemagne qui fait cavalier seul pour soutenir son économie, remédier aux pénuries de médicaments en revalorisant de 50 % de leur prix d'acquisition, ou réarmer à travers le fonds de 100 milliards d'euros qui vise à faire de la Bundeswehr le premier partenaire des Etats-Unis en Europe au sein de l'OTAN à l'horizon 2030.

Pour la France comme pour l'Europe, il est grand temps de passer des mots aux actes. Le rétablissement de la souveraineté de notre pays passe par une transformation radicale du modèle fondé sur la consommation à crédit. Et ce à travers quatre priorités. Une politique de l'offre tendue vers l'investissement et l'innovation dans les secteurs de l'énergie, de la santé, de l'agriculture ou de l'armement. Le rétablissement de la vérité des prix pour les produits et les services de base, notamment la santé qui doit être pilotée par la qualité des soins et non pas par la gratuité indissociable de la régulation par la pénurie et la dégradation des soins. Le réinvestissement dans l'Etat régalien et l'Etat stratège qui ont été cannibalisés par l'Etat providence. Le désendettement fondé sur la maîtrise des dépenses publiques - indissociable de l'arrêt du déversement suicidaire de chèques au nom du quoi qu'il en coûte - et de l'amélioration de leur efficacité.

L'urgence n'est pas moins forte pour l'Union, prise en tenailles entre la force de frappe financière des Etats-Unis et la divergence des Etats-membres. Le grand marché ne peut être régi par le seul droit de la concurrence face aux protectionnismes américain et asiatique. Au-delà de l'assouplissement des aides d'Etat, une véritable politique industrielle et numérique ainsi qu'une protection des entreprises, des technologies et des talents européens sont indispensables. L'Union doit aussi renforcer sa souveraineté juridique et monétaire pour faire pièce à l'extraterritorialité du droit américain et au monopole du dollar. Enfin, il n'est pas de souveraineté sans défense, ce qui demande a minima la construction d'un pilier européen crédible au sein de l'OTAN, afin de prendre en compte tant les dérèglements de la vie politique américaine que la priorité stratégique que représente pour les Etats-Unis l'endiguement de la Chine.

L'enchaînement des crises rappelle aux nations comme aux citoyens que la souveraineté est indissociable de la liberté et qu'elle a un coût. Soit la France et l'Europe l'assument. Soit elles se condamnent à devenir des objets et non des acteurs de l'histoire du XXIème siècle.